

LE COLLECTIF DES REFUGIES AU PAYS BASQUE

Le collectif des réfugié-e-s politiques dispersés à travers le monde en différentes situations souhaite montrer son engagement ferme dans la nouvelle ère ouverte au Pays Basque et dans la résolution du conflit. Il existe deux enjeux: d'une part, avancer dans le processus politique qui aboutira à la reconnaissance de la nation basque et à son droit de décider; et d'autre part, surmonter définitivement les conséquences les plus dures du conflit. Tant pour l'un que pour l'autre, la participation populaire sera déterminante. Et, nous-mêmes, en tant que réfugié-e-s, nous sommes disposés à contribuer à ces deux objectifs, en participant au processus politique comme tout-e citoyen-ne du Pays Basque, et avec la volonté résolue d'arriver jusqu'à la disparition définitive de l'exil.

De belles opportunités politiques s'ouvrent à notre pays. Nous regardons avec espoir l'avenir, même le futur proche. Le débat politique est en marche dans l'ensemble du territoire basque.

Le projet politique de l'Etat espagnol basé sur l'imposition et l'assimilation a échoué chez nous. Les cadres juridico-politiques construits à partir du Statut de la Moncloa et L'Amejoramiento Foral de Navarre sont inutiles et caduques. C'est une conclusion qui aujourd'hui n'est pas partagée que par la seule gauche abertzale.

Et que dire de la non reconnaissance du Pays Basque nord? La revendication d'une institution spécifique est plus forte et plus partagée que jamais; il existe un consensus très large entre les acteurs politiques et sociaux, à l'image de la volonté populaire.

Avoir amené le processus de libération nationale jusqu'ici est une victoire très importante. C'est la victoire de tous ceux et celles qui avons dit non à l'imposition. C'est la conséquence directe du travail de tous ceux et celles qui souhaitons construire un avenir basé sur les droits.

Malheureusement, les Etats ne sont pas capables de donner une issue adéquate et démocratique à ce conflit historique. Ils utilisent la violence, une violence structurelle, puisqu'ils empêchent le Pays Basque de décider de son avenir sans ingérence extérieure; mais aussi la violence systématique car ils utilisent la répression pour imposer leur projet. Bien que nous soyons dans une nouvelle ère politique, ils maintiennent la machinerie répressive et vindicative, comme nous le montrent la situation dans les prisons et les arrestations.

Les dernières déclarations du ministre Valls en sont la preuve claire. Il nie au Pays Basque nord la moindre reconnaissance, il défend la politique de dispersion appliquée contre les prisonniers basques et leurs familles et il vante la voie policière. Il se situe aux antipodes de la déclaration d'Aiete, qui est fortement soutenue en Pays Basque – et en particulier en Labourd, Basse-Navarre et Soule. Il méprise les revendications qui recueillent une très grande adhésion parmi les citoyens basques. L'arrestation et remise à l'Espagne d'Aurore Martin est le reflet de son absolue mépris.

Valls, tout comme tous ceux qui manipulent un agenda à l'encontre de la résolution, auront une réponse. La première sera la manifestation du 10 novembre à Baiona sous le slogan "Hurbildu bakera". Le collectif des réfugié-e-s politiques basques se joint à cet appel et encourage tous les citoyens basques à y participer, parce que l'antidote au blocage des Etats est la mobilisation et l'implication populaire, afin de les faire sortir de leur entêtement ou bien, si ils s'obstinent, afin de faire avancer le processus de façon unilatérale.

Nous avons pu constater dernièrement qu'il y a de la force dans différents domaines, y compris lors du dernier cycle électoral. L'accumulation des forces qui dote le processus démocratique d'une portée stratégique en direction de l'indépendance est en marche.

De plus, à travers les récentes élections au Parlement de Gasteiz, nous sommes parvenus à mettre fin à un cycle de dix ans d'illégalisation –même si les menaces persistent– grâce au travail de la Gauche Abertzale. Ceci ne signifie pas, loin s'en faut, que ces élections, comme l'ont dit certains, ont eu lieu dans une situation de pleine "normalisation". Si cela était le cas, nous ne serions pas nous-mêmes ici aujourd'hui.

Agir pour changer la situation des victimes de la répression ne résout pas seulement la situation injuste de ces personnes. Cela est bénéfique aussi pour le développement de l'ensemble du processus démocratique. C'est justement pour cela que les forces opposées à la paix maintiennent fermement la clé des prisons; parce qu'ils ont peur d'une résolution juste et démocratique. Ils veulent étouffer ici, en faisant entrave à la résolution des conséquences du conflit, le pari politique impulsé par la Gauche Abertzale.

Nous n'accepterons aucun blocage. Nous ne nous y résignerons pas, parce que, au delà de notre propre situation, c'est l'avenir de notre pays qui est en jeu. Nous sommes la conséquence d'un conflit basé sur l'oppression, et nous sommes conscients que seule une résolution juste garantira de surmonter totalement les conséquences de ce conflit. Toutefois, cela ne signifie pas que nous ne prendrons pas d'initiatives avant que n'advienne une résolution intégrale.

Nous devons tous nous impliquer, y compris les réfugiés, dans le travail afin que le blocage ne perde pas et que les conditions créées fructifient. Nous sommes prêts à faire des gestes plus audacieux dans le cadre du processus démocratique, pour surmonter les conséquences du conflit, en accord avec les Etats, comme stipulé par des personnalités internationales dans le deuxième point de la déclaration d'Aiete, ou de manière unilatérale. Dans tous les cas, c'est l'élan de notre pays qui nous ramènera chez nous.

Nous avons pris le chemin du retour, bien que dans le collectif nos situations respectives soient très différentes. Nous pensons en priorité à ceux qui sont loin ou qui ont besoin de soutien. Vivre dignement est le principe de base pour nous tous, tant que nous serons réfugiés et lorsque nous ne le serons plus aussi.

Nous allons, avec les autres citoyens basques, vivre, être libres, gagner.

Gora Euskal Herria askatuta
Gora Euskal Herri sozialista

Ascain, le 3 novembre 2012

